

**Ambassador Niels Marquardt speech**  
**Human Rights Week Opening Ceremony**  
**December 4, 2008**

Excellence Madame le Ministre de la Justice,  
Monsieur le Chef de Région Vakinakaratra  
Monsieur le Maire d'Antsirabe  
Mesdames et Messieurs les représentants du Gouvernement Malagasy,  
Mesdames et Messieurs les représentants des organismes nationaux et internationaux,  
Mesdames et messieurs les participants,  
Honorables invités,

Mesdames et messieurs,

Il y a peu de documents dans ce monde dont le 60<sup>ème</sup> anniversaire attire beaucoup d'attention, et encore moins qui méritent d'avoir leur propre journée internationale de commémoration. Pourtant, exactement une semaine à partir d'aujourd'hui, nous allons commémorer l'adoption d'un document de ce genre – un document qui devrait amener tous les êtres humains à observer une pause pour penser, réfléchir sur le profond impact qu'il a eu sur le gouvernement, la société civile, et les citoyens individuels du monde entier.

Dans les six décennies qui se sont écoulées depuis l'adoption de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, sa teneur a lancé un défi à l'humanité pour reconnaître les valeurs communes qui lient les différentes sociétés entre elles. Ce travail n'est pas encore terminé, même pas après 60 ans, et il pourrait ne jamais l'être. On dit souvent de la démocratie qu'elle n'est pas quelque chose que vous *avez*, c'est quelque chose que vous *faîtes*; cela est aussi vrai pour les droits de l'homme. C'est un processus continu. C'est le labeur quotidien de gens dévoués qui gardent les citoyens informés, et les gouvernements attentifs, qu'il reste toujours plus de travail à faire.

Notre propre histoire aux Etats-Unis d'Amérique nous dicte de rester humble face à ce fait. Thomas Jefferson, notre troisième président, le principal auteur de notre Déclaration de l'Indépendance de la Grande Bretagne, a garanti les droits de l'homme dans le document de base de notre gouvernement et société en 1776. Il a déclaré que tous les hommes sont créés égaux et indépendants, et qu'ils jouissent de droits inhérents et inaliénables. Et pourtant, des esclaves l'ont servi toute sa vie.

Il a quasiment fallu un siècle avant que les esclaves n'aient recouvré la liberté aux Etats-Unis. Il a fallu une autre période de 80 ans avant que les femmes n'aient obtenu le droit de voter. C'était seulement en 1964 que notre gouvernement a banni la discrimination basée sur la race, la religion, le genre ou l'origine nationale, et c'est seulement cette année qu'un membre d'une minorité raciale a gagné la course à la magistrature suprême de notre pays. La récente victoire de Barack Obama est un signe indiquant combien de chemin nous avons parcouru au cours des dernières 232 années, mais elle nous rappelle aussi que ce chemin a été long.

Je tiens à prendre un petit moment pour réfléchir sur le changement que Madagascar a vu ces dernières années. Votre gouvernement a pris nombreuses étapes courageuses pour positionner les droits de

l'homme au cœur de la gouvernance dans ce pays. Les lois adoptées l'année dernière pour combattre le travail des enfants et la traite des personnes constituent des efforts de niveau international, et constitueront une base légale solide pour engager des poursuites contre ces crimes. Le Président et ses ministres ont clairement indiqué leur intention de s'atteler à ces problèmes, reconnaissant que le seul moyen de les résoudre est à travers le dialogue ouvert et un processus transparent et responsable qui trouve sa racine dans des institutions légales solides. Je tiens à féliciter cette administration pour avoir pris cette étape importante.

Le chemin qui nous attend ne sera pas facile; il ne l'a pas été en Amérique, et il ne le sera pas ici non plus. Il est difficile de traduire une initiative législative en résultats concrets. Mais Madagascar a franchi d'importantes étapes vers l'objectif consistant à protéger les droits de l'homme, et les Etats-Unis ont été un partenaire solide dans cet effort.

- Afin de promouvoir le dialogue, nous avons organisé une réunion d'un Groupe de Travail sur les Droits de l'Homme à Antananarivo quasiment tous les mois depuis ces 12 dernières années. Nous avons rassemblé des membres du gouvernement, de la société civile et des citoyens privés pour une discussion ouverte sur tout, allant de la violence sur l'autre sexe aux droits des personnes handicapées.
- Afin d'instiller l'équité et donner aux enfants vulnérables un accès à l'éducation, nous avons octroyé 350 bourses dans le cadre du Programme de Bourse d'Etudes de l'Ambassadeur pour Jeunes Filles ici dans la Région Vakinankaratra, sur un total de 4.000 dans tout à Madagascar jusqu'à cette date.
- Afin de renforcer la capacité, nous avons travaillé avec votre gouvernement cette année pour dispenser la formation et la technologie requise pour un Centre pour l'Analyse Criminelle qui permettra aux officiers de police et de gendarmerie de rechercher des réseaux criminels complexes à un niveau national – cela constitue une étape importante dans la lutte contre la traite des personnes.
- Depuis 2004, le Gouvernement américain a travaillé avec l'Organisation Internationale du Travail pour réduire et prévenir le travail des enfants à Madagascar à travers des programmes d'éducation, de soutien économique ainsi que des campagnes de sensibilisation.
- Enfin, j'ai le privilège d'annoncer aujourd'hui que le Ministère du Travail américain a récemment octroyé une subvention de 4,5 millions \$ à PACT Madagascar pour mener un projet de quatre ans destiné à combattre le travail des enfants, qui va bénéficier à 9.000 enfants dans sept régions de Madagascar, dont 1.000 ici dans la Région Vakinankaratra. PACT a montré son expérience dans l'innovation et le leadership dans le développement à Madagascar, et nous attendons impatiemment le lancement de ce projet au cours de ce mois.

Je suis fier de ces accomplissements, qui sont d'ailleurs étoffés par diverses autres missions étrangères et organisations de développement qui font des œuvres tout aussi importants. Mais nous ne devons pas dormir sur ces lauriers, parce qu'après chaque amélioration, il faudrait continuer à mettre la barre un peu plus haut:

- L'acte législatif de l'année dernière promet de beaucoup faire dans la lutte contre la traite des personnes. Ceci étant, ces initiatives n'ont pas été suivies par des actions correspondantes sur terrain, ou par des inculpations au niveau du tribunal. Alors, que le manque d'application soit

d'ordre national ou au niveau des 22 régions, j'espère que le gouvernement peut combler d'ici peu le fossé grandissant entre cette base légale solide et la réalité sur terrain.

- L'avancée constante de la démocratie et de la décentralisation à Madagascar a été le résultat d'un courage politique et d'une confiance sur les institutions qui se renforcent à Madagascar. Toutefois, ce processus est menacé par le peu de progrès dans la réforme du système électoral afin de garantir que les futures élections soient libres et justes, aussi bien dans l'apparence que dans la réalité. *L'heure* est venue pour concevoir un système solide et juste pour le prochain cycle électoral.
- Le gouvernement et la communauté internationale méritent d'être fiers de leur travail dans plusieurs domaines, mais certains problèmes ont persisté malgré tout. Les conditions carcérales à Madagascar en est un exemple; que ce soit à cause du manque de fonds, de la vétusté des bâtiments ou des difficultés administratives, nous en pouvons tout simplement pas oublier les milliers de prisonniers dont les droits légaux, la santé et la dignité souffrent de mauvaises installations sanitaires, de la malnutrition et de la surpopulation. Le thème pour les droits de l'homme cette année, "Dignité et Justice Pour Tous", est particulièrement approprié en ce moment où nous considérons la détresse dans laquelle ces êtres humains vivent.

Le travail du gouvernement n'est jamais fini; encore moins celui des citoyens. Le travail entamé en 1948 pour établir une norme mondiale sur les droits de l'homme, est loin d'être terminé. En ouvrant la célébration des droits de l'homme cette semaine, nous ne marquons pas la fin d'une tâche assignée il y a 60 ans. Nous confirmons plutôt que cette lutte n'a jamais été aussi importante et n'a jamais revêtu une dimension aussi mondiale. Je vous remercie pour avoir montré aujourd'hui que les droits de l'homme sont importants, et de m'avoir donné cette opportunité de partager mes pensées. Madagascar peut toujours considérer les Etats-Unis comme un grand ami pour aborder ces questions difficiles.